



Berne, 6 octobre 2020

Chers collègues,

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire de l'ASCP - qui avait été reportée au 25 septembre - et l'échange régional de l'après-midi avec les représentants des membres collectifs et des groupes régionaux de l'ASCP, nous avons le plaisir de vous transmettre de nombreuses informations de première main.

Cette édition 05/2020 traite de certaines étapes clés liées à l'avenir des curatrices et curateurs professionnels et vous fournit les informations standard habituelles :

- La future consultation relative au projet de "Recommandations sur l'organisation des curatrices professionnelles" de la COPMA.
- Le développement du renforcement de la reconnaissance de notre profession à travers le projet d'introduction d'une "norme de qualité" avec accréditation comme "curatrice professionnelle/ curateur professionnel ASCP".
- L'annonce de l'enquête de suivi de l'ASCP sur la situation professionnelle des curatrices et curateurs professionnels 2021.
- Un "avant-goût" des Journées d'étude ASCP-PEA des 6 et 7 septembre 2021 à Thoune.
- Informations sur les travaux du Comité de l'ASCP.
- Informations sur les événements et développements liés au droit de la protection de l'enfant et de l'adulte/DPEA.

Contenu:

A) Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte

- *Perspectives/informations sur les Journées d'étude 2021*

B) Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes

C) Conseils juridiques et pratique du Tribunal fédéral dans le domaine de la PEA

D) Manifestations

E) Références littéraires

A) Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte

1) Rétrospective de l'Assemblée générale ASCP du 25.09.2020 à Olten

La 101^e Assemblée générale de l'ASCP, reportée au 25 septembre 2020, a enfin pu avoir lieu à Olten en présence de 26 membres (format adapté pour des raisons d'hygiène).

Comme demandé par le Comité, le rapport d'activité 2019/2020 du Comité, les comptes annuels 2019 ainsi que le budget de l'ASCP pour l'année 2021 ont été approuvés par l'assemblée, sans discussion ni opposition.

Outre les affaires annuelles ordinaires, l'assemblée a également profité de précisions liées aux nouveaux statuts (application du règlement sur les cotisations, règlement sur le

remboursement des frais et les rémunérations et directives pour les membres d'honneur). En tant que membre de l'ASCP, vous trouverez tous ces détails et documents dans l'[espace membre](#) de notre site Internet sous la rubrique Assemblée générale (pour vous connecter, utilisez vos données d'accès actuelles [nom d'utilisateur/adresse e-mail] et votre mot de passe, que vous pouvez bien sûr nous redemander si nécessaire).

Le Comité a demandé que les quatre personnalités de la PEA suivantes soient nommées membres d'honneur de l'ASCP. Le Président les a brièvement présentées et a salué leurs mérites individuels. *En résumé, les quatre "professionnels de la PEA" sont perçus comme des personnalités fédératrices, possédant une compréhension globale systémique et qui s'emploient à communiquer et sauvegarder les intérêts de la PEA.*

Les quatre personnes citées ont été nommées par l'AG sans discussion, à l'unanimité et par acclamation comme membres d'honneur de l'ASCP :

- Christoph Häfeli
- Kurt Affolter
- Urs Vogel
- Giuseppe Massa

En raison de la démission de Sebastian Züst du Comité - et du poste vacant suite à la démission de Giuseppe Massa - il convenait de nommer deux nouveaux membres du Comité. *Christine Minder de Bienne et Yolanda Christen de Lucerne se sont présentées comme candidates. Suite à une première participation convaincante au sein du Comité, leur nomination a été proposée à l'AG sans contre-candidatures. L'AG a élu les deux candidates sans discussion, à l'unanimité et par acclamation, comme membres du Comité de l'ASCP. Le président a salué leur nomination et leur a souhaité une chaleureuse bienvenue au nom du Comité.*

Il a toutefois été souligné qu'*il restait 3 places vacantes au sein du Comité* (en particulier, les représentations de la Suisse romande [deuxième siège] ainsi que des Grisons et du Valais n'ont pas pu être repourvues à ce jour - malgré les efforts actifs du Comité). Un nouvel appel a donc été lancé à tous les participants pour motiver les personnes adéquates à rejoindre le Comité. Les régions qui ne sont actuellement pas en mesure de proposer un(e) représentant(e) doivent bien entendu accepter que "leur" siège puisse être occupé par des personnes motivées provenant d'une autre région.

Quelques brèves informations ont été partagées sur les différents projets de l'ASCP à venir (cf. mailing 05/2020) et il a été précisé que celles-ci seraient discutées plus en détail dans le cadre de l'échange régional ultérieur (projet de recommandations de la COPMA sur l'organisation des curatelles professionnelles, ébauche de projet pour l'accréditation des curatrices et curateurs ASCP, Journées d'étude ASCP-PEA 2021 et enquête de suivi ASCP 2021).

Après l'AG et le déjeuner, **l'échange avec les groupes régionaux et les membres intéressés**, qui avait dû être annulé au printemps en raison des restrictions liées au coronavirus, a eu lieu vendredi après-midi (cf. ch. 2 ci-après).

2) Réunion d'échange avec les représentants des membres collectifs et groupes régionaux de l'ASCP

Le Comité a organisé l'échange régional annuel – initialement prévu le 25 mars 2020 – avec une vingtaine de personnes intéressées avant midi et le vendredi après-midi. Le Comité a présenté les sujets clés ci-après, qui ont ensuite été discutés en séance plénière et, dans certains cas, en groupes. Les conclusions ont été consignées afin d'être traitées ultérieurement par le Comité.

- *Objectif et utilité de la réunion d'échange*
- *Projet de recommandations de la COPMA sur l'organisation des curatelles professionnelles (état)*
- *Travail de relations publiques de l'ASCP : "check-liste relations publiques de l'ASCP" (nouveau)*
- *Projet d'accréditation du titre professionnel "curatrice professionnelle/curateur professionnels de l'ASCP"*
- *Enquête de suivi de l'ASCP 2021*

La note au dossier sur l'échange régional du 25.09.2020 sera adressée à tous les participants et aux groupes régionaux dans le courant du mois d'octobre avant d'être mis à la disposition de tous les autres membres de l'ASCP dans l'espace membres du site Internet.

3) Annulation des Journées d'étude PEA 2020 par la COPMA

En raison du coronavirus, la COPMA a définitivement annulé ses Journées d'étude PEA 2020 (dans l'immédiat reportées de septembre 2020 aux 11 et 12 janvier 2021).

4) Report de plusieurs manifestations de la PEA

4.1 *Conférence sur la protection de l'enfant et de l'adulte du 27.05.2020 à Lucerne.* L'événement a été reporté au **27 mai 2021** ([plus d'informations de la HSLU](#)). Le thème reste inchangé :

« ...Interdit d'échouer !? – L'échec intelligent dans la PEA ». A l'heure actuelle, la HSLU n'accepte pas encore les inscriptions. Vous pouvez toutefois faire part de votre intérêt via le [formulaire adéquat](#) afin que la HSLU puisse vous recontacter en temps utile.

4.2 *Colloques régionaux (cf. ci-après sous D - Manifestations)*

Les colloques régionaux de la PEA ci-après ont été annulés ou reportés :

- OVBB : le colloque d'automne a été reporté au 12 novembre 2020;
- ZVBB : le colloque d'automne aura lieu le 29 octobre 2020 (après-midi);
- VABB : le colloque aura lieu le 5 novembre 2020;
- VBZH : le colloque de Zurich du 10 juin 2020 a été reporté à 2021.

4) Journées d'étude de l'ASCP 2021

En 2021, les Journées d'étude auront à nouveau lieu au Congress-Hotel Seepark à Thoun. **Réservez d'ores et déjà les 6/7 septembre 2021 (lu/ma).**

Comme déjà annoncé dans le mailing 04/2020, les Journées d'étude traiteront des futurs défis concrets pour la PEA. Le titre suivant a été retenu : **Nouveaux défis en matière**

de protection de l'enfant et de l'adulte. Voici un avant-goût de quelques aspects de l'événement :

- Quel est le niveau de tolérance aux erreurs dans la PEA ? Comment les APEA et titulaires de mandats gèrent-ils les attentes croissantes allant jusqu'à la "tolérance ZÉRO erreur" ?
- Les clients plaignants et leurs avocats : comment les titulaires de mandats et les APEA gèrent-ils l'opposition croissante, le refus de collaborer, les demandes et plaintes, ainsi que les changements de titulaires de mandats ?
- Comment la coopération avec la police, les services sociaux, le corps médical et le public (médias) peut-elle être influencée positivement ?
- La politique veut (et va probablement) promouvoir davantage la nomination de titulaires de mandats privés/priMa. Quelle coordination et quelles combinaisons judiciaires sont possibles dans la gestion de mandats ?
- Spécialisation ou généralisation dans la gestion de mandats ? Où réside la solution pour l'avenir ? Quels modèles peuvent préserver ou accroître l'attrait de la profession ?

Il existe déjà un projet concret d'atelier/WS plus long sur le sujet "*Curatelles de droits de visite dans des contextes hautement conflictuels*". Dr Katharina Behrend, psychologue diplômée spécialisée dans "[l'expertise axée sur les solutions dans le droit de la famille](#)", animera cet atelier.

5) Projet COPMA "Recommandations sur l'organisation des curatelles professionnelles"

Cet été, le comité directeur de la COPMA a soumis aux gouvernements cantonaux une première version du "Projet de recommandations de la COPMA sur l'organisation des curatelles professionnelles" pour consultation. Suite aux retours, une version légèrement modifiée est désormais disponible, que la COPMA a soumise pour consultation le 15 septembre 2020 aux autorités de surveillance cantonales et à une sélection d'autres destinataires de la PEA, y compris l'ASCP et ses groupes régionaux.

La délai pour rendre les prises de position est fixé au 15.12.2020. En tant que principale association professionnelle des curatrices et curateurs, nous serions très heureux si toutes les curatelles professionnelles intéressées pouvaient adresser à l'ASCP - ou même directement à la COPMA - leurs commentaires au sujet des recommandations.

A l'occasion de l'échange régional de l'ASCP du 25 septembre 2020 à Olten, les participants et le Comité de l'ASCP ont approfondi les thèmes principaux des recommandations de la COPMA dans le cadre d'un travail de groupe avant de les discuter en plénière. Pour résumer, les participants sont arrivés aux conclusions suivantes (sélection, sans pondération spécifique) :

Toutes les personnes concernées considèrent en général les recommandations comme utiles et majoritairement positives. Au regard des expériences faites à ce jour, un grand scepticisme règne quant à la question de savoir si les "politiciens" des communes/cantons chargés d'approuver les ressources requises mettront à disposition les moyens financiers nécessaires.

Les recommandations relatives aux principales tâches de la direction, aux principales tâches de la gestion du mandat et de l'administration, au soutien par des services externes et à l'organisation ont été largement incontestées. A l'inverse, les exigences quant au profil des curatrices et curateurs professionnels, en particulier la condition d'une formation de niveau ter-

tiaire, ont été jugées irréalistes par bon nombre de participants (impossibles du point de vue du marché du travail). La majorité estime qu'il est nécessaire de prendre en compte l'expérience professionnelle et les compétences acquises sous une autre forme.

De l'avis de la quasi-totalité des participants, le délai de mise en œuvre de 10 à 15 ans proposé dans les recommandations est beaucoup trop long et donc contre-productif (comme l'expérience l'a montré, notamment en raison du changement constant des décideurs politiques). Un délai d'environ 5 ans serait donc considéré comme nettement plus approprié.

Le projet propose un nombre de 60-70 mandats dans la protection de l'adulte et de 50-60 mandats dans la protection de l'enfant (par titulaire de mandats à 100% et selon l'ampleur de la décharge administrative du titulaire de mandats).

La plupart des participants à la discussion estiment que ces directives trop générales sont insuffisantes ou difficiles à mettre en œuvre. Les chiffres sont en effet trop élevés à l'heure actuelle et dans une perspective future, puisque les recommandations ne tiennent pas assez compte de la tendance croissante à confier "uniquement les mandats complexes et fastidieux" aux curatrices et curateurs professionnels. En outre, ces objectifs sont impossibles à atteindre dans les régions périphériques éloignées et difficiles d'accès (comme les GR et le TI), où les trajets sont longs et compliqués. En d'autres termes, lorsque le temps de déplacement est nettement plus long que le temps requis pour le travail d'assistance, ces directives peuvent uniquement être considérées comme "complètement irréalistes".

Dans le cas de la protection de l'enfant, le nombre visé est même considéré comme fondamentalement irréaliste. Ce chiffre se situe au-delà de celui évoqué dans les recommandations de l'ASCP et ne fait donc que susciter des attentes irréalistes.

En ce qui concerne la collaboration avec les autorités de surveillance administrative, les recommandations précisent : "...Dans le cadre de leur fonction de surveillance, les autorités de surveillance peuvent agir de manière préventive. Il est recommandé d'émettre des instructions, directives, ou recommandations sur l'organisation des curatelles professionnelles (par ex. dans le cadre des présentes recommandations), des directives de formation pour les curatrices et curateurs professionnels, sur le recrutement, l'instruction et le conseil des curatrices et curateurs privés ou sur les formations spécifiques des curateurs et curatrices..."

Ces recommandations n'ont pas été saluées en raison de leur caractère de directive. A cet égard, il serait judicieux de créer une réglementation juridique nationale - donc applicable à l'échelle suisse. Dans la pratique, la plupart des participants estiment qu'en matière de surveillance, les différentes mises en œuvre cantonales et communales ne changeront pas. À l'issue de la discussion, l'obligation professionnelle de l'APEA de donner des instructions est incontestable, contrairement à l'obligation organisationnelle de donner des instructions - fortement contestée - pour laquelle la base juridique est jugée inexistante. Dans tous les cas, l'assurance qualité - et rien d'autre - doit servir de critère d'intervention à l'autorité de surveillance.

Le Comité de l'ASCP tiendra compte des résultats de l'échange régional du 25.09.2020 ainsi que d'autres retours et préparera une réponse finale à la consultation de la COP-MA dans les délais impartis. Cette prise de position de l'ASCP sera - comme d'habitude - publiée sur le site Internet de l'ASCP.

6) Prestations complémentaires et gestion de mandats – révision de la loi au 01.01.2021

(> Ce à quoi il faut être attentif dans la gestion des mandats)

Dans le prochain mailing de l'ASCP 06/2020 (prévu le 16.12.2020), l'ASCP publiera à l'attention des titulaires de mandats un **bref aperçu des modifications** apportées à la loi fédérale sur les prestations complémentaires (PLC), qui entreront en vigueur **à partir de**

2021. Notre conseiller juridique en assurances sociales, Peter Mösch, lic. iur. et professeur à la HSLU de Lucerne, préparera à cet effet un bref aperçu.

En outre, vous trouverez des informations plus détaillées sur les nouveautés et modifications apportées à la LPC 2021 dans la dernière édition de la RMA 06/2020.

7) Abonnement RMA ?

Par ailleurs, un aperçu des arrêts du Tribunal fédéral dans la protection de l'adulte (mai à août 2020) sera publié dans le numéro 06/2020.

> Vous n'êtes pas encore abonné(e) à la RMA ? Alors profitez de l'occasion pour souscrire un [abonnement d'essai de deux mois](#) (cf. informations supplémentaires sur notre [site internet](#)).

8) Réseau suisse des droits de l'enfant – une source d'information pour les personnes intéressées par la protection de l'enfant

N'oubliez pas que l'ASCP, en tant que membre du « [Réseau suisse des droits de l'enfant](#) », offre un service supplémentaire à ses membres. Le Réseau suisse des droits de l'enfant fournit régulièrement à ses membres un « *monitoring des principaux arrêts du Tribunal fédéral et retombées presse en lien avec les droits de l'enfant* ».

Nous avons également le plaisir de mettre ces informations à la disposition des membres de l'ASCP via [l'espace membres de notre site Internet](#) (>Conseil juridique) : vous y trouverez aussi les données d'accès au [site Internet du Réseau suisse des droits de l'enfant](#) (nom d'utilisateur et mot de passe).

Les documents et le monitoring hebdomadaire actualisé des retombées presse sont disponibles dans [l'espace membres](#) du Réseau suisse des droits de l'enfant. Sur ce site, vous trouverez actuellement un [aperçu](#) de la session d'automne des objets du Parlement/activités en lien avec les droits de l'enfant à l'ordre du jour de la session. Vous pouvez aussi consulter d'autres informations sur la mise en œuvre des droits de l'enfant sous la rubrique [Actualités](#) et dans la [newsletter](#) des droits de l'enfant.

B) Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes

1) Echange avec les responsables des groupes régionaux de l'ASCP (25.09.2020)

Comme susmentionné, l'échange régional annuel avec les membres et responsables des groupes régionaux a eu lieu à Olten le 25 septembre 2020. Merci de vous référer aux pages 3 et 5 de ce mailing (let. A, ch. 2 et 5). Les trois sujets ci-après ont également été expliqués et discutés.

2) Travail de relations publiques – Recommandations de l'ASCP

Le projet de relations publiques de l'ASCP a notamment abouti à des **recommandations concrètes pour les curatelles professionnelles**, qui ont récemment été publiées sous forme de brochure imprimée et laminée de l'ASCP (cf. let. B ch. 2 du mailing 04/2020 du 30 juin). Ces recommandations ont pour objectif d'aider et de soutenir les curatelles professionnelles dans leur gestion concrète des demandes de renseignements des représentants des médias. Vous trouverez ci-après deux des huit recommandations pour le travail de relations publiques :

1. „ ...
2. *Les représentants des médias doivent susciter un intérêt pour le sujet prévu, à la fois au sein de leur rédaction et auprès du lectorat.*
Important : **comprendre l'objectif poursuivi par le/la journaliste avec l'article.** Pourquoi et dans quel contexte la demande est-elle formulée ?
De quel média provient la demande ? Presse quotidienne, Sonntagszeitung, radio, TV ou presse spécialisée ? Un média critique ou un/e journaliste critique ?
3. *Les représentants des médias ne bénéficient jamais d'une connaissance technique aussi approfondie que la curatrice ou le curateur.*
Par principe : **valoriser la personne qui réalise l'interview.** Même les questions les plus élémentaires, prétendument naïves, sont justifiées.
4. – 8. ... “

Nous adressons volontiers gratuitement la notice aux membres intéressés. Merci de bien vouloir la commander auprès du secrétariat général (info@svbb-ascp.ch).

3) Enquête de suivi de l'ASCP 2021 sur la situation professionnelle des curatrices et curateurs professionnels

Comme déjà communiqué le 30 juin 2020 (mailing 04/2020), le Comité renouvellera l'enquête de l'ASCP en mars 2021, réalisée pour la première fois en 2016. La liste des questions restera fondamentalement inchangée afin de pouvoir enregistrer l'évolution sur les 5 dernières années. Au regard de l'actualité, quelques nouvelles questions seront posées sur la situation des curatrices et curateurs professionnels.

4) Reconnaissance du titre professionnel – “Curatrice professionnelle/curateur professionnel ASCP”

À l'occasion de l'assemblée générale (ou de l'échange régional de l'ASCP) du 25 septembre 2020, le Comité a exposé une première ébauche de projet aux participants. Le sens et le but, ainsi que les premières approches des exigences et du déroulement de la procédure de reconnaissance ont été présentés, ce qui devrait finalement conduire à l'accréditation/qualification en tant que "Curatrice professionnelle/curateur professionnel ASCP" (cf. [ch. 5 de la note au dossier de l'échange régional du 25.09.2020](#)). Les documents seront disponibles à partir du 9 octobre 2020 dans l'espace membres du site Internet de l'ASCP (après saisie des données d'accès habituelles).

La discussion qui a suivi a donné lieu à de nombreux retours instructifs. Ceux-ci doivent être pris en compte dans le contexte du développement imminent du projet concret. Nous vous fournirons de plus amples informations à ce sujet.

C) Conseils juridiques de l'ASCP et arrêts/pratiques du Tribunal fédéral

Vous trouverez des contributions de notre conseil juridique et les arrêts actuels du Tribunal sur le site Internet de l'ASCP : <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>. En tant que membre, vous pouvez à tout moment soumettre une demande [par e-mail](#).

1) Réponses du conseil juridique de l'ASCP

Les réponses de notre conseil juridique, publiées à ce jour sur notre site Internet (<https://svbb-ascp.ch/fr/droit-de-la-filiation/consultation/>), ne seront plus mises à jour et/ou gérées à l'avenir.

Ci-après, un extrait d'un exemple de conseil actuel :

(plus d'exemples sur : <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>)

(Veuillez noter que le lien direct ci-dessus ne fonctionne que lorsque vous êtes déjà connecté(e) à l'espace membres de l'ASCP.)

a) Delegation von Beistandsaufgaben an Dritte

Rechtsberatungsantwort vom 4. August 2020, Kurt Affolter, lic. iur./Fürsprecher und Notar, Ligerz

Stichworte: Ausschlagung der Erbschaft, Autonomie des Beistandes, Berufsbeistand, Darlehensvertrag, Erbteilungsvertrag, Haushaltliquidation, KESB, Liegenschaftsverkauf, Prozessführungsbewilligung, Unterbringungsvertrag, Vermögensanlagen, Zustimmungsbedürftige Geschäfte

I. Ausgangslage

Immer wieder ergeben sich im Zusammenhang mit zustimmungsbedürftigen Geschäften (Haushaltauflösung, Liegenschaftsverkäufe, Erbannahmen und Erbausschlagungen, Hypotheken, Vermögensanlagen etc.), aus dem jeweiligen Einzelfall heraus Fragen, mit denen wir uns bis anhin an die KESB gewandt und das weitere Vorgehen vorbesprochen haben. Nunmehr hat uns die KESB-Präsidentin mitgeteilt, bei solchen Fragen müssten wir inskünftig Rat bei geeigneten Fachleuten holen. Sie begründet ihr Anliegen u.a., damit bestehe für die KESB die Gefahr einer Rollenvermischung und es sei *allesamt nicht im Interesse der Betroffenen, wenn es damit quasi zu einem Gemeinschaftswerk käme, was die Kontrolle der Kesb aushöhlen würde.*

... Unseres Erachtens widerspricht dies dem Instruktions-, Beratungs- und Unterstützungsauftrag, welchen die KESB nach Art. 400 Abs. 3 ZGB gegenüber den Beiständen doch hat!?

II. Frage

Wo endet der Instruktions- und Unterstützungsauftrag der KESB und wo beginnt eine juristisch fragwürdige Rollenvermischung zwischen Beistandschaft und KESB bei zustimmungsbedürftigen Geschäften?

III. Aus den Erwägungen *(zitiert ohne Fussnoten/Literaturhinweise)*

1. Beistandspersonen geniessen grundsätzlich hohe Autonomie in der Ausübung ihres Mandats¹. Während die KESB auf der Grundlage einer möglichst sorgfältigen Situationsanalyse und Problemerkklärung mit der Anordnung einer massgeschneiderten Massnahme strategische Vorgaben gibt und über deren Vollzug sich regelmässig Rechenschaft ablegen lässt², verantwortet die Beistandsperson die operative Umsetzung der Beistandschaft. Soweit die Beistandsperson nicht durch gesetzliche Bestimmungen³ oder durch gesetzlich zulässige Weisungen der KESB⁴ in ihrem Handlungsspielraum beschränkt ist, liegt es in ihrer Verantwortung, die Interessen der verbeiständeten Person zu wahren und deren Wohl und Schutz sicherzustellen. Wegleitend für sie ist vorab das Bestreben, die Selbstbestimmung der verbeiständeten Person soweit wie möglich zu erhalten und zu fördern und deren Willen zu achten, das Leben entsprechend ihren Fähigkeiten nach eigenen Wünschen und Vorstellungen zu gestalten. Diese rechtsethischen Leitlinien galten im Übrigen bereits im alten Vormundschaftsrecht⁵ und werden in den Programmartikeln des aktuellen Erwachsenenschutzrecht explizit verdeutlicht.
2. Trotz klarer Rollenteilung zwischen KESB und Beistandsperson gibt es zwischen ihnen eine Reihe von Scharnierstellen, welche vorab die Qualität der Massnahme sicherstellen sollen. Dazu gehört namentlich die in Art. 400 Abs. 3 ZGB verankerte Pflicht der KESB, für die nötige Instruktion, Beratung und Unterstützung der Beistandsperson zu sorgen. Diese Gesetzesbestimmung basiert zwar vorab auf der (erfahrungsbedingten) Befürchtung, private Mandatstragende könnten von der Aufgabe ohne hinreichende Unterstützung durch die KESB überfordert sein, während von professionellen Beistandspersonen (Berufsbeistände) erwartet werden könne, dass sie ihren Aufgaben gewachsen seien⁶. Dabei bleibt zweierlei im Auge zu behalten: Erstens werden auch in der Aus- und Weiterbildung von Berufsbeistandspersonen (in der Regel Grundausbildung als Sozialarbeitende) nicht alle Materien behandelt, welche im Betreuungsalltag als Herausforderung anfallen können. Dazu zählen namentlich erbrechtliche Fragen, Liegenschaftsunterhalt und -verwaltung oder die Verwaltung komplexer Vermögen.

Zweitens können auch erfahrene professionelle Beistandspersonen mit Ermessensfragen konfrontiert sein, welche im Interesse einer effizienten Mandatsführung vorfrageweise mit einer KESB erörtert werden müssen, um allenfalls obsoleten Aufwand vermeiden zu können. Wenn es beispielsweise um die Frage geht, ob eine unterhaltsbedürftige Liegenschaft einer Sanierung und danach Fremdvermietung zugeführt werden soll, oder ob sie im gegebenen Zustand zu veräußern sei, kann sich ein Vorentscheid der KESB durchaus aufdrängen.⁷ Nach dem Gesagten entspringt die Bestimmung in Art. 400 Abs. 3 ZGB durchaus einem Bedürfnis und sie ergibt auch im Interesse einer effizienten Mandatsführung durchaus Sinn, wenn sie nicht dazu führt, dass Beistandspersonen bei der KESB Handlungsanleitungen abrufen, die in den Autonomiebereich der Beistandsperson gehören.

3. Damit bleibt zu beantworten, zu welchen Fragen professionelle Beistandspersonen die Instruktion, Beratung und Unterstützung der KESB abrufen sollen und wie diese Anliegen der KESB vorgetragen werden sollen.
 - a) Grundsätzlich hat die KESB nur Instruktionen zu erteilen, wo ihr ein Geschäft später zur Genehmigung zu unterbreiten ist oder ein bisher verfolgter Weg sich als nicht sachdienlich erweist. Dagegen verträgt es sich nicht mit der grundsätzlichen Autonomie der Berufsbeistandsperson, wenn ihr die KESB Vorgaben macht, wie sie die verbeiständete Person zu betreuen hat oder betreuen lassen soll.
 - b) Wenn eine Beistandsperson in einer Angelegenheit, welche in ihrem Kompetenzbereich liegt, fachlich «an den Anschlag kommt», ist ihr Gesprächspartner nur dann die KESB, wenn sich die Frage stellt, ob die Beistandschaft unter den gegebenen Umständen noch Sinn gibt und weiter an deren Umsetzung zu arbeiten sei, oder ob die Massnahme gegebenenfalls anzupassen oder aufzuheben sei. Andernfalls sollte man sich organisationsintern mit Kolleginnen und Kollegen, im Rahmen von Coachings oder Supervisionen oder durch interne oder externe Rechtsdienste (z.B. SVBB) beraten lassen. Neueinsteigende Berufsleute ohne entsprechende Erfahrung müssen im Rahmen des organisationsinternen Führungsleitbildes begleitet und unterstützt werden, ohne dass dafür die KESB zu bemühen ist.
 - c) Wenn die KESB um Beratung und Unterstützung angerufen wird, empfiehlt es sich, die Sachlage professionell aufzubereiten (lückenloser Sachverhalt), das Problem beziehungsweise die Fragestellung zu erklären und Lösungsoptionen zu unterbreiten, welche auch zu dokumentieren vermögen, dass die Beistandsperson nicht einfach einen Arbeitsprozess an die KESB abschieben will, sondern sich vertieft mit der Sache auseinandergesetzt hat, aber nicht schlüssig ist, welchen Weg sie (im Hinblick auf das schlussendlich von der KESB zu genehmigende Geschäft) gehen soll. In Zusammenhang mit der Umplatzierung von Betagten stellt sich diese Frage immer wieder. Dabei ist – bei aller Unschärfe, die den Einschätzungen zugrunde liegen können – zu unterscheiden, ob die verbeiständete Person urteilsfähig und damit selber entscheidungsfähig und -berechtigt sei, oder ob infolge Urteilsunfähigkeit und anstehender Verwahrlosung eine Platzierung in eine Einrichtung (FU) ins Auge zu fassen sei. Solche Themen können in den Zuständigkeitsbereich der KESB fallen und müssen ihr daher auch im Rahmen von Art. 400 Abs. 3 ZGB unterbreitet werden können, aber eben immer auf der Grundlage einer sorgfältigen Sachverhaltsdarstellung.
4. ... bis 6. ...

II. Fazit und Antworten

Wo endet der Instruktions- und Unterstützungsauftrag der KESB und wo beginnt eine juristisch fragwürdige Rollenvermischung zwischen Beistandschaft und KESB bei zustimmungsbedürftigen Geschäften?

1. Instruktionshandlungen der KESB sind juristisch nur da fragwürdig, wo sie den Autonomiebereich der Beistandsperson ohne aufsichtsrechtlichen Grund (z.B. bei sorgfaltswidrigem Handeln oder Unterlassen) beschneiden.
2. Beratungs- und Unterstützungsdienstleistungen der KESB bezüglich zustimmungsbedürftiger Rechtsgeschäfte im Sinne von Art. 416 und 417 ZGB oder Art. 9 VBVV sind nie juristisch fragwürdig, es sei denn, der KESB würden operative Handlungen zugemutet, welche in den Aufgaben- und Verantwortungsbereich der Beistandsperson fallen.
3. Mit ihren gestützt auf Art. 400 Abs. 3 ZGB erbrachten Dienstleistungen hat die KESB nicht zu befürchten, Ausstandsgründe zu schaffen. Sie gefährdet dadurch auch weder die Professionalität der Beistandspersonen, noch ihre eigene interdisziplinäre Fachlichkeit, noch ihre behördliche Entscheidungsfähigkeit. Vielmehr kann sie sicherstellen, dass zustimmungsbedürftige Geschäfte möglichst effizient erledigt werden können.
4. Grundlage einer Beratung durch die KESB in einem konkreten Geschäft ist ein sorgfältig erhobener Sachverhalt durch die Beistandsperson und den von ihr entwickelten möglichen Handlungsoptionen. Bereits die sorgfältige und vollständige Aufbereitung eines Sachverhalts hilft zuweilen, ohne Beizug der KESB auf Seiten der Beistandsperson einen Entscheid zu fällen. Dagegen sollte nicht ein Geschäft, bei dem eine Beistandsperson nicht mehr weiterweiss, als Konglomerat von Problemen der KESB vorgelegt werden mit dem Ruf um Hilfe. Die «mise en place» beziehungsweise die Schaffung eines möglichst vollständigen Überblicks liegt in der Verantwortung der Beistandsperson. Wir kennen aus der langjährigen Erfahrung des Rechtsberatungsdienstes der SVBB die Gefahr, dass stark belastete Berufsbeistände (und KESB) nach Lösungen trachten, bevor das Problem analysiert wurde, was unter dem Strich in aller Regel zu Mehraufwand führt.

⁷ Vgl. das Schema Liegenschaftsverkauf/Kurt Affolter (Dieses ist auf der SVBB-Website im [SVBB-Mitgliederbereich](#) zugänglich).

Vous trouverez, ci-après, le lien pour accéder à la réponse complète du conseil juridique pour cet exemple actuel du 4.8.2020 : [espace membres ASCP](#) (veuillez noter que ce lien direct ne fonctionne que lorsque vous êtes déjà connecté(e) à l'espace membres de l'ASCP.)

> Réponses du conseil juridique réservées exclusivement aux membres sous : <https://svbb-ascp.ch/mitgliederbereich/rechtsberatung/>

> Réponses du conseil juridique en accès libre sous : <https://svbb-ascp.ch/fr/droit-de-la-filiation/consultation/>

2) Arrêts du Tribunal / pratique du Tribunal fédéral (pratique TF)

Les arrêts présentés à ce jour sur le site ne sont plus gérés. Vous trouverez dans l'espace membres de l'ASCP une sélection d'arrêts actuels liés à la pratique du TF.

Pratique TF 03/2020 :

Sozialhilfeanspruch – trotz Immobilien-Vermögen aus ungeteilter Erbschaft

[BGer 8C 444/2019](#) vom 06.02.2020 / Originalsprache des Urteils: Französisch

Stichworte: Verfassungsrecht, Existenzsicherung, Bedürftigkeit, Vorschussleistungen, Erbteilung, Rückzahlung Subsidiaritätsprinzip, Begriff der „sofort oder kurzfristig realisierbaren Mittel“ (Präzisierung)

Frau erhält Sozialhilfe trotz Vermögen aus einer ungeteilten Erbschaft (NZZ vom 4.3.2020)

I. Kurzbeschreibung (*Ausgangslage und Sachverhalt*)

Das Genfer Kantonsgericht verweigerte einer alleinstehenden Frau mit zwei Kindern Übergangsleistungen der Sozialhilfe, weil sie als Mitglied einer Erbgemeinschaft an Immobilienvermögen beteiligt ist. Zu Unrecht, sagt nun das Bundesgericht.

Es ist eine Frage, die polarisiert: Kann jemand, der über ein Vermögen verfügt, bedürftig sein und Anrecht auf Sozialhilfe haben? Beantwortet wird diese Frage mit dem sogenannten Subsidiaritätsprinzip. Dieses gilt sowohl für die in der Bundesverfassung verankerte Nothilfe als auch für die kantonale Sozialhilfe. Das Prinzip besagt, dass Hilfe nur dann gewährt wird, wenn die betroffene Person ihren Lebensunterhalt nicht selbst bestreiten kann und darüber hinaus sämtliche verfügbaren Hilfsquellen nicht in Anspruch genommen werden können.

Zu diesen Hilfsquellen zählt auch Vermögen in Form von Geld, Wertpapieren oder Gütern – sofern dieses Vermögen tatsächlich verfügbar oder zumindest kurzfristig realisierbar ist. Das heisst konkret, es muss innert nützlicher Frist flüssig gemacht werden können. Gelingt dies nicht, kann jemand trotz Vermögen bedürftig sein.

Das Bundesgericht kommt im zur Publikation vorgesehenen **BGer-Urteil [BGer 8C 444/2019](#) vom 6. Februar 2020** zu folgenden Erwägungen (nachfolgend die verkürzte Fassung der NZZ).

II. zusammengefasste Erwägungen (NZZ vom 4.3.2020)

Frau muss auf Erbteilung warten

Doch ab wann ist Vermögen sofort verfügbar oder kurzfristig realisierbar? Nicht, wenn es sich um eine Immobilie handelt, die einer Erbgemeinschaft gehört und Gegenstand einer Teilungsklage bildet, sagt das Bundesgericht in seinem publizierten Urteil und präzisiert damit den Begriff der sofort verfügbaren oder kurzfristig realisierbaren Mittel.

Konkret hatte es einen Fall aus dem Kanton Genf zu beurteilen. Das Genfer Kantonsgericht und zuvor die zuständige Behörde verweigerten einer alleinstehenden Frau mit zwei Kindern, die lediglich eine Invalidenrente als Einkommen erhält, Sozialhilfeleistungen. Dies, obwohl

sie nicht über die notwendigen Mittel für ein menschenwürdiges Dasein verfügt. Das Gericht begründete seinen Entscheid damit, die Frau sei Mitglied einer Erbengemeinschaft mit Immobilienbesitz und verfüge daher über ein Vermögen, das die im Genfer Sozialhilfegesetz festgelegte Vermögensgrenze für den Anspruch auf finanzielle Unterstützung überschreite.

Genfer Behörden müssen über die Bücher

Die erste sozialrechtliche Abteilung mit Sitz in Luzern hiess die Beschwerde der Frau nun teilweise gut. Das Genfer Kantonsgericht habe mit seinem Entscheid das in der Bundesverfassung garantierte Recht auf Existenzsicherung verletzt, indem es der Frau die Sozialhilfe verweigert habe. Das Genfer Sozialhilfegesetz sieht explizit vor, dass eine finanzielle Unterstützung ausnahmsweise als Vorschuss gewährt werden kann, insbesondere bis zur Aufteilung eines Nachlasses.

Gestützt auf dieses Gesetz habe die Frau also Anspruch auf ordentliche Sozialhilfeleistungen, die ihr als Vorschuss geleistet würden und so bald wie möglich zurückgezahlt werden müssten, hielt das Bundesgericht fest. Die zuständige Behörde muss nun berechnen, in welchem Umfang der Frau finanzielle Leistungen zustehen.

Die Frau muss die Leistungen also zurückzahlen, sobald die Erbschaft geteilt worden ist und sie über ihren Anteil am Nachlass verfügt. Die Richter in Luzern halten klar fest, dass Grundeigentum einer Erbengemeinschaft, das Gegenstand einer Teilungsklage bildet, kein sofort oder kurzfristig verfügbares Vermögen darstellt. Bei der Beurteilung, ob eine betroffene Person bedürftig ist, kann es daher nicht berücksichtigt werden.

III. Folgerungen für die Praxis

Das zitierte Urteil (vgl. den vollen Wortlaut des französischen BGer-Urteils auf der Website im Mitgliederbereich) stellt klar, die von der Genfer Sozialhilfe-Stelle ausgeübte Praxis in der Anwendung des kantonalen Gesetzes stelle eine Verletzung des durch die Bundesverfassung garantierten Recht auf Existenzsicherung dar.

Daraus lassen sich für alle Berufsbeistandspersonen – in der Regel – folgende Schlüsse ziehen:

- 1) Wenn eine finanzielle Unterstützung ausnahmsweise als Vorschuss gewährt werden kann, insbesondere bis zur Aufteilung eines Nachlasses, so hat ein Sozialhilfe-Betroffener Anspruch darauf.
- 2) Räumt das kantonale Gesetz einen Anspruch auf ordentliche Sozialhilfeleistungen ein, der auch als Vorschuss geleistet werden kann, so muss dieser Vorschuss so bald wie möglich zurückgezahlt werden.
- 3) Das BGer hält klar fest, dass *Grundeigentum einer Erbengemeinschaft, das Gegenstand einer Teilungsklage bildet, kein sofort oder kurzfristig verfügbares Vermögen darstellt* (vgl. dazu auch die *Wegleitung Ergänzungsleistungen/WEL Rz 2060 ff.*). Bei der Beurteilung, ob eine betroffene Person bedürftig ist, kann es daher nicht berücksichtigt werden.

Vous trouverez, ci-après, le lien pour accéder à l'arrêt complet du TF : [espace membres ASCP](#) (veuillez noter que ce lien direct ne fonctionne que lorsque vous êtes déjà connecté(e) à l'espace membres de l'ASCP).

Plus d'arrêts du TF/pratique du TF sur : <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>

D) Manifestations

• Prochaine réunion d'échange avec les groupes régionaux de l'ASCP à Olten : 26 mars 2021

Les groupes régionaux et membres collectifs de l'ASCP recevront l'invitation et d'autres informations d'ici fin février 2021. Plus de détails à partir de décembre 2020 sur le site Internet : <https://svbb-ascp.ch/aktuell/informationen/>

• Regionalgruppe Zentralschweiz/ZVBB

- Die Herbst-Tagung findet statt am: *Donnerstag 29. Oktober 2020, von 13.30 – 17.00 Uhr* im Restaurant Peterhof, Bergstrasse 2, 6060 Sarnen zum Thema:

Umgang mit psychisch kranken Menschen (Referentin ist Frau Dr. med. Kerstin Gabriel

Felleiter, Chefärztin Ambulante Dienste LUPS). Weitere Information und Anmeldungen über: Bernadette Egli (SD Sarnen): Fax 041 666 35 10, bernadette.egli@sarnen.ow.ch

- **Regionalgruppe Ostschweiz/OVBB**

- Die nächste **“Wiler Tagung“** findet am **12. November 2020** statt zum Thema: *Spannungsfeld Platzierung – Rückplatzierung von Kindern* (Referentin ist die Diplom-Psychologin Irmela Wiemann (Psycho- und Familientherapeutin)
Weitere Informationen und Hinweise zur Anmeldung finden Sie auf der [OVBB-Website](#)

- **Regionalgruppe Basel/VBBRB**

VBBRB-Treffen: Weitere Angaben unter: <https://www.vbbrb.ch/de/>

- **Regionalgruppe Aargau/VABB**

Die nächste Herbst-Tagung des VABB findet am **5. November 2020** statt zum Thema „Gewaltig“.

Hier finden Sie dazu [weitere Informationen](#) sowie ergänzende Angaben zum VABB und die Möglichkeit zur Anmeldung auf: <https://www.vabb-aargau.ch>

- **Wallis et Groupe latin:**

Informationen zu den Aktivitäten auf: www.hevs.ch/hets

- **Regionalgruppe Zürich/VBZH:**

Auch die **Zürcher Fachtagung** vom 10. Juni 2020 zum Thema „Psychische Erkrankungen im Vordergrund“, im Volkshaus, Zürich, musste abgesagt werden (eine Durchführung im Jahre 2021 ist aber vorgesehen).

Weitere Informationen auch über die [Website-VBZH](#) und info@vbzh.ch.

- **Institut für Forensik und Rechtspsychologie Bern/IFB/Fachstelle KES:**

Verschiedene KES-Kursangebote 2020 finden Sie unter: www.ifkjb.ch

- **SKOS:**

- **Veranstaltungen:** <https://www.skos.ch/veranstaltungen/aktuell/>

Weitere Hinweise: <https://skos.ch/>

- **HSLU: Luzerner Tagung zum Kindes- und Erwachsenenschutz vom 27. Mai 2020 abgesagt**

Thema: „Scheitern verboten!? – Gescheiter Scheitern im Kindes- und Erwachsenenschutz“

Die Tagung wurde von der HSLU corona-bedingt auf den 27. Mai 2021 verschoben.

Auf der [Webseite](#) der HSLU finden Sie weitere Informationen und die Möglichkeit zur Anmeldung. [Hier](#) gelangen Sie direkt zum Tagungsprogramm.

- **ZLB – Schweiz. Zentrum für Lösungsorientierte Beratung:**

Lösungsorientierte Beratung in Elterngesprächen: Diverse Kursangebote – weitere Informationen unter : www.zlb-schweiz.ch

- **Fachhochschule Luzern Soziale Arbeit – HSLU**

Weitere Informationen unter: www.hslu.ch/fachtagung-kes

- Eine Übersicht über die Weiterbildungen der HSLU im Jahre 2020 unter:www.hslu.ch/kes

- **Fachhochschule Bern Soziale Arbeit – BFH**

Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter:

<https://www.soziale-arbeit.bfh.ch/kes>

- **Fachhochschule Olten Soziale Arbeit – FHNW**

Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter:
<https://www.fhnw.ch/de/weiterbildung/soziale-arbeit>

- **Fachhochschule Soziale Arbeit Zürich – ZHAW**

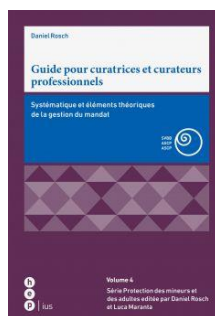
Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter:
https://www.zhaw.ch/de/sozialarbeit/weiterbildung/weiterbildung-nach-thema/?pk_campaign=Adwords-WB-Jahreskampagne

- **Fachhochschule für Soziale Arbeit – HE-SO Valais/Wallis**

Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter:
<https://www.hevs.ch/de/hochschule/hochschule-fur-soziale-arbeit/soziale-arbeit/>

E) Références littéraires

1) Guide de l'ASCP pour curatrices et curateurs professionnels



Le guide pratique pour les curateurs professionnels de l'ASCP a été présenté et commercialisé pour la première fois lors des Journées d'étude 2017. Le guide est disponible en librairie mais aussi via le secrétariat de l'ASCP avec un rabais de 20%.

Une deuxième édition allemande est d'ores et déjà proposée à la vente. La **version française** est également disponible depuis juin 2018. D: ISBN 978-3-0355-0914-4 – F:

ISBN 978-3-0355-1098-0.

... et pour terminer :

**Il y a du soleil dans chaque personne,
il faut seulement savoir le faire briller**

(Socrate)

... nous vous souhaitons beaucoup d'énergie dans votre travail quotidien important en faveur du bien-être de la société.

Votre association professionnelle ASCP-SVBB

Impressum:

Secrétariat de l'ASCP-SVBB, Markus Odermatt

Monbijoustrasse 22, case postale, 3001 Berne,

Téléphone 031 311 51 44, Fax 031 311 51 45 E-mail: info@svbb-ascp.ch

Le secrétariat est en règle générale joignable au **031 311 51 44**, **mardi** et **vendredi** de 08h30 à 12h (vous pouvez laisser un message sur le répondeur ou envoyer un e-mail).

Aperçu des personnes de contact de l'ASCP pour les groupes régionaux/régions
Nouveau Comité actuel de l'ASCP-SVBB 2019-2022 (suite à l'AG du 16.09.2019)

Ignaz Heim , <i>Président</i>	IH	AG
Dominic Frei , <i>Vice-président</i>	DF	BE/Ju
Pascale Hartmann	PS	ZH
Michelle Jäger Feldmann	MJ	Ost
Claudia von Tobel Käser	VT	BS,BS,SO
Yolanda Christen	YC	Suisse centrale
Mario Melera	MM	TI
Christine Minder	CM	BE/Romandie
1 vacant (représentation assurée par le secrétariat de l'ASCP et David Peter, CC Région Maloja)	MO/ DP	GR
1 vacant (représentation assurée par le secrétariat de l'ASCP)	MO	Romandie/GL-ASCP
1 vacant (représentation assurée par le secrétariat de l'ASCP)	MO	VS